

**** Seul le prononcé fait foi ****

INTERVENTION DE MME LAMYA KIROUANI

SEANCE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 28 MARS 2022

Monsieur le Président,

La colère gronde dans le personnel comme en témoigne la mobilisation intersyndicale de ce jour.

Alors même que lors de la dernière séance, vous nous aviez expliqué que c'est presque avec enthousiasme que les travailleurs sociaux ont accueilli vos mesures visant les allocataires du RSA.

Sûrement, comme nous, avez-vous été interpellés par ces mêmes travailleurs sociaux. Ils ont bien compris que vous souhaitiez faire évoluer leurs missions : de l'accompagnement social vers le contrôle.

Certes nous mesurons pleinement l'agenda social qui se profile, induit notamment par la loi de transformation de la fonction publique qui dans les faits va priver les agent.es de congés.

Comme nous l'avions pointé et cela avait fait l'objet d'un vœu, c'est une nouvelle fois un recul pour les agent.es et également un nouveau coup porté à la libre administration des Collectivités.

Bien évidemment nous avons suivi de très près, suite au courage des maires de gauche et du Président de l'EPT12, la décision du tribunal administratif de Melun. Nous suivrons de près le rendu de l'appel que ces mêmes Maires ont déposé.

Vous l'aurez bien compris, Monsieur le Président, comme sur d'autres sujets, au-delà de rester en alerte, nous serons systématiquement aux côtés des agent.es du Département non seulement pour faire valoir leurs droits, mais plus encore pour en ouvrir de nouveaux.

Il ne s'agit pas là d'une posture idéologique, mais d'un combat et d'un engagement politique pour le service public.

Service public en première ligne qui de par les compétences obligatoires exerce ses missions avec rigueur et engagement souvent face à des populations en grande détresse sociale.

Mais au-delà des agents en première ligne face à la pandémie, réactifs lors des crues, mobilisés pour accueillir chaque jour des enfants dans les crèches, pour maintenir et entretenir les collèges, les parcs départementaux, les voiries, les réseaux d'assainissement, etc..

Je pourrais continuer l'énumération, la liste est longue et les interventions portées par les agent.es sont quotidiennes et sur l'ensemble du Département. Ce service public est un bien précieux. Il faut le préserver, le développer, le soutenir.

**** Seul le prononcé fait foi ****

**** Seul le prononcé fait foi ****

Nous ne méconnaissons pas les difficultés de recrutement, en responsabilité nous avons à faire à ces réalités. Des actions précises et concrètes ont été mises en œuvre avec l'ambition d'un plan de recrutement, mais également de formation et de redéploiement.

A la lecture de votre document budgétaire et l'énoncé des prévisions, nous avons bien noté que les dépenses progressaient de 0,9% avec les assistantes familiales et de 1,1% sans.

Parallèlement nous avons également noté que de CA anticipé à B.P ces mêmes dépenses de personnel hors assistantes familiales évoluaient de 3,4%. Ainsi nous constatons au regard des éléments portés à notre connaissance dans le rapport qui nous est soumis, que vous avez ajusté les dépenses de personnel au plus juste.

Pour autant et pour soutenir la trajectoire financière que vous énoncez, la réduction de la dépense publique et donc des emplois sont à l'ordre du jour. Comme l'a évoqué ma collègue Fatiha AGGOUNE, nous avons été surpris de lire dans la presse que vous souhaitiez réduire les emplois. Non pas maintenir ou contenir mais bel et bien de s'engager vers la réduction des recrutements.

Dans ce même article paru dans le journal du Grand Paris, vous affirmez même que votre ambition était de geler les dépenses en ressources humaines.

Cela nous inquiète, même si nous l'avions bien compris lors du R.O.B, et avons bien lu entre les lignes. Il aura fallu attendre et lire dans la presse que votre ambition était bien de geler la dépense en ressources humaines.

Nous avons bien compris que votre stratégie portait sur le redéploiement d'emplois et dégeler quelques postes pour permettre l'ouverture d'une crèche, d'un collège, pour votre chargé de mission de sécurité, ainsi que votre brigade de médiation, mais visiblement pas d'emploi nouveau pour la mise en œuvre de votre plan 50 000 arbres par exemple.

Pas de volonté de s'engager vers une stratégie visant à promouvoir le maximum d'emplois ouverts. Des emplois de proximité si important.

Monsieur le Président, nous avons pris connaissance comme tout le personnel de votre adresse aux syndicats. Vous faites peser sur l'ancienne majorité le gel d'un certain nombre de postes. Je m'inscris en faux face à ces écrits.

Les inscriptions budgétaires y compris en 2021 témoignent de notre volonté permanente de renforcer et développer le service public.

Comme vous, nous avons également fait face à des difficultés de recrutement et plus particulièrement sur des secteurs en tension. Mais jamais, nous avons mis à l'agenda, le gel de la dépense en ressources humaines.

Dans les faits, combien d'emplois neutralisés par les évolutions obligatoires et réglementaires, votre prévision de masse salariale pour 2022 permet-elle de pouvoir couvrir ?

De ce point de vue votre rapport donne peu à voir, alors même que la réduction de la dépense publique, votre boussole, va vous inviter à réduire à terme l'emploi public.

**** Seul le prononcé fait foi ****